



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Transports publics urbains - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société TaM l'exploitation et la gestion des services de transport public par convention de Délégation de Service Public (DSP), pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} juillet 2018. Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP de transport public portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN, en date du 5 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation des services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au 1^{er} juillet 2018, le délégataire était la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, dont la Métropole était présidente et actionnaire majoritaire à 46,02%, aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11%) et d'autres actionnaires privés. L'année 2021 examinée dans le présent rapport annuel du délégataire, a été exécutée dans ces conditions. En 2022, la SAEML TaM a été transformée en Société Publique Locale (SPL), avec un actionnariat entièrement public (Montpellier Méditerranée Métropole pour 68,9%, Ville de Montpellier pour 31,1%).

Le capital de la société, inchangé en 2021 pour l'année étudiée, s'élevait à 4,29 M€.

L'exploitation du réseau suburbain et de divers services (Amigo, bus du savoir...) a été subdélégée, après consultation réalisée par TaM, à la société Transdev Mobilité Montpellier Métropole (T3M).

La délégation s'étend du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2024, soit une durée d'exploitation de 6 ans. L'année 2021 porte donc sur la 3^{ème} année pleine de la délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

Les kilomètres 2021 s'élèvent à 13,9 millions, soit +4,3% par rapport à l'année 2020, marquée par la crise sanitaire et de nombreux ajustements de services ; l'année 2021 marque donc un retour à la normale puisque le nombre de kilomètres produits est sensiblement le même qu'en 2019 (+30 187 km), année de référence.

Après une forte baisse des déplacements constatée en 2020, tombés à 27,4 millions, l'année 2021 connaît une forte hausse à 32,6 millions de déplacements, soit +19,1%. La fréquentation reste cependant largement inférieure à celle de 2019, avec 50 millions de déplacements.

Le tableau ci-dessous détaille ces grands indicateurs par modes :

	Kilomètres	Evolution	Déplacements	Evolution	Voyages	Evolution
Tramway	5 106 300	+4,3%	24 499 389	+17,4%	40 581 192	+17,8%
Bus urbain	4 649 701	+1,5%	6 517 462	+21,8%	9 379 695	+20,8%
Bus suburbain	4 155 678	+6,5%	1 464 024	+42,4%	2 476 488	+41,1%
<i>Dont Transport à la Demande (TAD)</i>	653 485	+21,8%	66 722	+2,6%	97 260	+44,2%
Pénétrantes	0	0	96 554	-12,4%	172 422	-4,6%
TOTAL	13 911 680	+4,3%	32 577 429	+19,1%	52 609 797	+19,2%

(NB : un déplacement peut faire l'objet d'un ou plusieurs voyages, en cas de correspondance).

L'offre tramway concerne 37% de l'offre kilométrique mais 76% des déplacements, une proportion inchangée par rapport à 2020.

Comme en 2020, l'offre a été adaptée aux épisodes successifs de la crise sanitaire (horaires des couvre-feux notamment). Le démarrage des travaux de la ligne 5 de tramway ainsi que des coupures d'exploitation (platelage du viaduc Henri-Frenay) ont impacté les lignes de tramway et de bus urbains.

L'offre suburbaine régulière a été moins impactée par la crise sanitaire ; cependant les services éducatifs scolaires ont été fortement réduits, comme en 2020, et l'Amigo suspendu du fait de la poursuite de la crise sanitaire.

L'année 2021 est marquée par la mise en œuvre de la phase 2 de la gratuité, pour les Métropolitains de moins de 18 ans et de plus de 65 ans, à compter du mois de septembre. Sur les 4 derniers mois de l'année, près de 80 000 pass gratuits avaient déjà été distribués à ces nouveaux bénéficiaires (43 500 pour les -18 ans ; 36 500 pour les +65 ans).

B/ La qualité du service rendu aux usagers

1. Les effectifs

L'effectif de l'activité transport est de 1 052,2 équivalents temps pleins (ETP) pour la TaM, auxquels s'ajoutent 3,5 ETP du subdélégataire T3M et 159,16 ETP des sous-traitants. Au total, 1 214,88 ETP représentent l'effectif attribué à la DSP Transport, soit -13,6 ETP par rapport à l'année 2020.

En 2021, 30 embauches de conducteurs-receveurs en CDI ont été réalisées, ainsi que deux promotions internes de vérificateurs vers la conduite. Pour le Centre de Formations des Apprentis, la seconde promotion d'apprentis a validé l'ensemble des épreuves visées et 100% des apprentis ont validé un CDI TaM à l'issue de leurs deux premières années d'apprentissage. Une troisième promotion de 8 apprentis a débuté dans l'été 2021, cette fois pour une seule année liée exclusivement à la conduite (habilitations Tramway et Titre Pro Conducteur du Transports en Commun sur Route).

Au cours de l'année 2021, le dispositif de chômage partiel a été mis en place pour un total de 52 888 heures, un nombre en nette baisse par rapport à 2020 (95 083 heures) mais qui marque tout de même une persistance de la crise sanitaire, avec une forte hausse de l'absentéisme fin 2021 liée à la diffusion du variant Omicron.

Les charges communes des directions fonctionnelles de la société TaM sont réparties en frais de siège schématiquement à 92% dans l'activité transport et 8% stationnement (une fois déduits les montants forfaitaires définis pour les mandats et filiales), selon le contrat de délégation de service public transport.

2. Qualité de service

La qualité de service est évaluée au travers du suivi des réclamations clients et des incidents.

Sur l'année 2021, 2 222 réclamations (hors PV) ont été enregistrées et traitées, soit -42% ; au nombre de 1 272 en 2021, les réclamations pour PV sont en baisse également (-9%). La tarification, la ponctualité et les parkings d'échanges restent les principaux items.

Après une baisse constante entre 2014 et 2017 (de 1 713 à 1 014), le nombre d'incidents est reparti à la hausse en 2018 (1082) et 2019 (1116), marqués notamment par les tensions en lien avec les mouvements sociaux (retraites, gilets jaunes). L'année 2020 est en légère baisse avec 1 024 incidents, du fait d'une fréquentation réduite. Cependant, l'année 2021 est marquée par une très forte hausse et un retour à la situation de 2014, avec 1 715 incidents recensés. Tous les types d'incidents sont en hausse (incivilités, atteintes aux biens, atteintes aux personnes, atteintes au personnel).

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2021, le résultat s'élève à -2 498 K€, en hausse de +3,7 M€ par rapport à 2020 ; réparti pour -2 375 K€ à TaM et -122 K€ à T3M.

Le résultat 2021 intègre des reprises de provisions exceptionnelles pour 7 M€ (pour appel en 2020 le résultat incluait une indemnité forfaitaire de la Métropole de 7,48 M€).

Les produits s'élèvent à 94 335 K€ dont 70% proviennent du financement de Montpellier Méditerranée Métropole soit 65 M€ HT, et 30 % de recettes propres de la société TaM.

Les recettes propres se répartissent de la manière suivante :

- Recettes liées aux ventes de titres 25,3 M€ (96% TaM, 4% T3M) ;
- Recettes provenant des amendes 0,6 M€ ;
- Recettes parkings d'échanges 0,8 M€ ;
- Recettes publicitaires 0,3 M€ ;
- Recettes Velomagg 0,1 M€.

Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 65 M€ HT auquel s'ajoute 1,4 M€ de TVA soit 67 M€ TTC :

- Une subvention forfaitaire d'exploitation de 48,4 M€ (35,8 M€ TaM, 12,6 M€ T3M) ;
- Une subvention de Gros Entretien Réparation (GER) de 2 M€ ;
- Des compensations scolaires et sociales pour 8,3 M€ HT ;
- Des services éducatifs et occasionnels pour 0,8 M€ HT ;
- Des compensations gratuité pour 5,4 M€ HT ;
- Une indemnisation préjudicielle Covid-19 pour 0,45 M€ pour T3M.

A cela s'ajoute une subvention d'investissement de 80% des dépenses prévues au programme soit 4,6 M€.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 96 833 K€, en baisse de -5% par rapport à 2020. Elles se composent pour 57% des frais de personnels (56 M€) ; pour 30% des charges directes transport (29 M€) ; 8,6% des frais généraux.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 15 M€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la Métropole, et un subventionnement à hauteur de 80% par la Métropole. Le programme contractuel prévoyait 10,1 M€ à fin 2021. Le délégataire a réalisé 9,7 M€ de dépenses à fin 2021, principalement sur l'entretien tramway (75%), les plateformes et appareils de voies (15%) mais également sur les parkings P+Tram, sur l'énergie et les systèmes ; soit 96% de réalisation du programme à fin 2021.

Le programme prévisionnel d'investissements (avenant 5) fait état de près de 57 M€ sur la totalité du contrat, 80% du programme est subventionné par la Métropole. A fin 2021, 19 M€ de biens de retour ont été mis en œuvre, dont 5,8 M€ sur 2021, principalement liés aux travaux de mi-vie des rames de tramway et aux travaux et remplacement de plateformes, d'appareils de voie et d'antennes.

IV) Conclusion et perspectives

La mise en place de la gratuité pour tous les habitants de la Métropole, accompagnée d'une politique très volontariste favorisant l'ensemble des alternatives au déplacement individuel en voiture, est un événement majeur dans l'évolution du service public des transports qui permettra de réduire le nombre de voitures en ville.

Cependant la crise sanitaire, qui a fortement impacté le secteur des transports en 2020 et 2021, entraîne un changement durable des comportements avec l'essor du télétravail, du covoiturage ou du vélo. Si une reprise de la fréquentation des transports collectifs est notée en 2021, celle-ci reste largement inférieure à l'année 2019 et cette baisse pourrait être durable ; les années « *post-Covid-19* » seront porteuses de fortes incertitudes dans ce domaine, pour tous les réseaux de transport.

Les effets de la crise sanitaire pourraient néanmoins être contrebalancés, à la fois par la crise énergétique mondiale qui a émergé en 2022, la hausse des prix de l'énergie étant une incitation forte au report modal ; mais également par la montée en puissance de la gratuité des transports, évoquée plus haut, les deux premières phases produisant déjà des effets très positifs, notamment sur la mobilité des jeunes et des seniors.

Au-delà de la fréquentation, il conviendra d'apporter une vigilance particulière à l'évolution des coûts de l'énergie, qui font peser un risque sur les équilibres du secteur des transports.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif aux services de transport public de Montpellier Méditerranée Métropole au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210267-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP 2018-2024_Rapport annuel du delegataire_2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.